

**EXTRAIT DU CONSEIL
SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL**

SEANCE DU 17 NOVEMBRE 2025

Présents : MAES Valérie, Bourgmestre - Présidente
CECCATO Patrice, GAGLIARDO Salvatore, KOSE Omer, AIT OUSSAKOUR
Lahcen, HOFMAN Audrey, Echevins
FRANSOLET Gilbert, FRANÇUS Michel, MATHY Arnaud, MICCOLI Elvira,
TERRANOVA Rosa, HANNAOUI Khalid, CLAES Sophie, VANDIEST Philippe,
SELEMBE Grégory, BENVEGNA Yanni, AGIRBAS Fuat, CHAOUCH Enissa, AIT
ALOUHA Rachida, PANNAYE Jean-Christophe, TODARO Maria, GILLET Eric,
SCIME Alberta, GUDELJ Léa, BELLAVIA Giacomo, VERSCHEURE Céline,
Conseillers
VENDRIX Frédéric, Président du C.P.A.S.
LEFEBVRE Pierre, Directeur Général

**FINANCES - Règlement-redevance sur la délivrance de documents urbanistiques -
Exercices 2026 à 2031**

LE CONSEIL,

VU la Constitution, les articles 41,162 et 173 ;

VU le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article
L1122-30 ;

VU le Code wallon du Développement territorial (CoDT)

VU les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière
d'établissement et de recouvrement de taxes communales ;

VU les recommandations émises par la circulaire relative à l'élaboration des
budgets des communes de la Région wallonne, pour l'année 2026 ;

VU l'augmentation substantielle des frais liés au traitement des dossiers de permis
d'urbanisme et similaires (permis d'urbanisation, certificats d'urbanisme, plans
communaux d'aménagement, zones d'aménagement communal concerté, etc.)

CONSIDERANT qu'il est équitable et de bonne gestion communale de ne pas faire
supporter à l'ensemble des citoyens le coût des procédures urbanistiques, mais de
solliciter l'intervention du demandeur, directement bénéficiaire de ladite procédure ;

VU la communication du dossier au directeur financier faite en date du 3 novembre
2025 conformément à l'article L1124-40 §1,3° et 4° du Code de la démocratie locale
et de la décentralisation ;

VU l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 3 novembre 2025 et
joint en annexe ;

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré,

Par 17 voix pour, 4 voix contre ((AIT ALOUHA Rachida, GILLET Eric, GUEDELJ Léa, BELLAVIA Giacomo)) et 2 abstention(s) ((CLAES Sophie, VERSCHEURE Céline)), DECIDE

Article 1^{er} – Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2026 à 2031, une redevance pour le traitement des dossiers d'urbanisme et similaires.

Article 2 – La redevance est due par la personne (physique ou morale) qui introduit la demande.

Article 3 – La redevance est fixée comme suit :

- 1) Demande de renseignements urbanistiques: 46 euros;
- 2) Certificat d'urbanisme n° 1 (C.U. 1): 46 euros;
- 3) Certificat d'urbanisme n° 2 (C.U. 2): 58 euros;
- 4) Schéma d'orientation locale (S.O.L.) ou de constructions groupées: 173 euros par logement;
- 5) Permis d'urbanisme: 58 euros par permis ;
- 6) Permis d'urbanisme pour création de deux logements et plus: 115 euros par logement; avec un plafond de 5.175 euros;
- 7) Supplément pour l'organisation d'une enquête publique: 173 euros, ce forfait est calculé en fonction des envois recommandés nécessaires en moyenne ainsi que des prestations administratives supplémentaires effectuées dans ce cadre.

Article 4 – La redevance est payable au grand comptant contre récépissé

- pour les demandes de renseignements et les C.U.1: dès le moment où le demandeur introduit le dossier;
- pour les autres cas, y compris le supplément pour enquête publique: dès le moment où le demandeur reçoit la notification d'obtention du permis.

Article 5 – A défaut de paiement à l'échéance, conformément à l'article L1124-40 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et s'élèveront à 15 euros . Ce montant sera ajouté au principal sur le document de rappel.

Dans les cas non prévus par cette disposition, le recouvrement sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes

Article 6 Le responsable du présent traitement est la Commune de Saint-Nicolas.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatif aux taxes et redevances communales. Les méthodes de collecte de ces données sont :

- Consultation du Registre de la Population;

- Consultation du Casier Judiciaire ;

Les principales données concernant les citoyens sont :

- les données d'identification personnelles (nom, prénom, numéro de registre national, n° BCE...) ;
- les coordonnées postales et de contact ;
- les données permettant de vérifier l'exact établissement de la taxe ou de la redevance (date d'inscription à l'adresse du domicile,...) ;
- les données du casier judiciaire ;
- les données permettant d'accorder une exonération totale ou partielle ;
- les données relatives à un plan de paiement ou demande de plan de paiement ;
- le montant des taxes ou redevances dont vous êtes redevables et l'état de paiement de celles-ci ;
- la composition de ménage ;
- les données recueillies après consultation du parquet du procureur du Roi.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, mandatés par la commune (huissiers, avocats, ...) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 10 ans (sauf en cas de contentieux) et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat.

Les citoyens disposent de certains droits à l'égard des données personnelles traitées dans ce cadre : le droit de demander l'accès à leurs données et leur rectification en adressant leur demande au délégué à la protection des données de la commune (dpo@saint-nicolas.be). Par contre, il ne leur est pas possible de s'opposer aux traitements de celles-ci, de demander leur effacement, ni même la portabilité.

Tout citoyen ayant des questions ou une demande sur le traitement des données à caractère personnel réalisé par la Commune de Saint-Nicolas ou sur l'exercice de ses droits, peut contacter le Délégué à la protection des données, par e-mail à l'adresse (dpo@saint-nicolas.be) ou par courrier à l'adresse "Administration Communale de Saint-Nicolas – DPO, Rue de l'Hôtel communal 63 à 4420 SAINT-NICOLAS".

S'il demeure insatisfait de la réponse à sa question ou à sa demande, il lui est possible d'adresser une réclamation devant l'Autorité de protection des données, rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles ou via l'adresse email : contact@apd-gba.be

Article 7 – Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

Article 8 – Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

PAR LE CONSEIL,

Le Directeur Général
(s) LEFEBVRE Pierre

La Présidente
(s) MAES Valérie

POUR EXTRAIT CONFORME
PAR LE CONSEIL

Le Directeur Général
LEFEBVRE Pierre



La Bourgmestre
MAES Valérie